

Nouveau Code électoral: Le MPP appelle ses adversaires à être plus responsables

Le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) a animé, ce mardi 7 août 2018 à son siège à Ouagadougou, une conférence de presse. Cette rencontre avait pour fin de se prononcer sur la situation nationale, notamment le vote des Burkinabè de la diaspora qui divise la classe politique. Tout en réitérant le bien-fondé de ce nouvel instrument, le parti au pouvoir annonce des sorties d'explications au plan national et à l'extérieur pour « mettre fin à la désinformation » sur le sujet.

Le 30 juillet dernier, les députés ont procédé au vote de la loi modificative du Code électoral en vue des consultations électorales de 2020. Les représentants de l'opposition ont vidé l'Hémicycle après avoir tenu les débats sur les points de désaccords dont les pièces et les lieux de votation de ce nouveau texte. A l'issue des votes, il y a eu comme résultats, « 82 voix pour et 44 abstentions ».

Selon le président par intérim du parti au pouvoir, Simon Compaoré, l'adoption du nouveau code électoral le 30 juillet 2018 est une victoire pour le MPP et ses alliés (partis de la majorité), la victoire de la démocratie pour le grand bon en avant en matière de droit de vote de l'ensemble des Burkinabè de l'extérieur. Une victoire "particulièrement dédiée" aux Burkinabè de la diaspora qui pourront enfin, se réjouit-il, exercer leur droit de citoyens en matière électorale au pays des hommes intègres.

Par ailleurs, après cette élection, le groupe parlementaire de l'opposition a rencontré les journalistes pour signifier qu'il allait entreprendre d'autres actions pour contrer le nouveau

texte. Dans la gestion de la polémique qui cristallise surtout les passions des responsables de partis politiques de l'opposition qui dénoncent une « fraude électorale » en perspective, Simon Compaoré, y voit de la « mauvaise foi de l'opposition (qui) était manifeste, à l'image d'un danseur de Tango (un pas en avant et un pas en arrière) en brandissant des arguments de repli tel le fichier électoral, les pièces d'inscription et de vote et les lieux de vote ».

Le MPP déplore le fait que « certains partis politiques arborant fièrement le statut de chef de file de l'opposition se laissent manipuler par ceux qui ont causé un tort au peuple, à notre peuple », affirmé M, Compaoré qui a demandé à ses adversaires politiques « d'être responsables ». Il ajoute que « la diaspora burkinabè n'est l'apanage d'aucun parti politique.

Toutes les sensibilités y sont représentées. En cas de vote, le peuple est souverain. Le MPP demande à ses adversaires de cesser cette manipulation stérile et puérile. La ficelle est assez grosse et en plus, elle est cousue en fil blanc ».

Le MPP qui juge que le processus de l'adoption du nouveau Code électoral a été « très inclusif » demande à la classe politique « d'arrêter de pinailler et aller à l'essentiel à savoir réussir en 2020, le vote des Burkinabè de l'étranger qui n'a que trop duré ».

Sur la gestion du fichier électoral, le MPP estime qu'il serait préférable que l'ONI s'occupe conjointement avec la CENI, des inscriptions. Pour lui, Cette démarche donne de la clarté à l'opération et procède du souci de minimiser les coûts y afférents dans un souci d'économie budgétaire.

Le parti juge à cet effet « nécessaire » que le gouvernement dépêche des « missions dans les pays où vivent nos compatriotes pour faciliter, au maximum, la délivrance des documents nécessaires pour participer au vote » de 2020.

Simon Compaoré n'oublie pas de promettre qu'ils mettront fin à la désinformation par des sorties, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, face à ce qu'il perçoit à demi-mot comme campagne de désinformation de l'opposition sur le nouveau code. « Ce n'est pas ceux qui parlent fort qui sont les plus nombreux et les plus forts » dit-il.

Politique: 708 militants démissionnent de 4 partis, dont le MPP et le NTD au profit du CDP

Ce samedi 08 Juillet 2018, Des centaines de militants du CDP se sont donné rendez-vous à l'arrondissement 8 de Ouagadougou pour accueillir ses nouveaux adhérents, 708 démissionnaires venus de quatre partis politiques différents dont le MPP et du NTD, à bras ouverts.

Le Congrès Pour la Démocratie(CDP), ne cesse depuis un bon moment d'accroître le nombre de ses militants. En effet, la cour de l'école primaire de bissighin a refusé du monde ce samedi 08 juillet, dans l'après-midi, car le parti de Eddie Komboïgo accueillait de nouveaux frères de combat, démissionnés de leurs partis respectifs, dont le MPP et le NTD, pour mener le combat présidentiel avec l'ancien parti au pouvoir.

La cérémonie a commencée par le bal des discours et des prestations artistiques.

Ensuite, le secrétaire national, chargé du secteur informel,

Nikiema Moussa, représentant le Président Eddie Komboïgo à la cérémonie, a pris la parole à son tour, pour souhaiter la bienvenue aux démissionnaires.

Il a affirmé qu'il n'y a pas de honte à retourner dans sa famille d'origine après une aventure infructueuse. Il a critiqué, au passage, les pratiques du MPP et son incapacité à résoudre les problèmes des Burkinabè.

Les femmes de l'arrondissement ont remis des pagens traditionnels comme cadeau pour le Président Eddie Komboïgo.

Pour finir, les démissionnaires dont les chefs de file sont Issouf Sédégo (il a été Directeur de campagne du MPP à la présidentielle de 2015 pour le secteur 35) et El Hadj Moussa Ouédraogo (il était secrétaire général de l'arrondissement 8 pour le MPP) se sont entretenus avec la presse, la main sur le cœur, ils ont affirmé la sincérité de leur démission. Ils ont promis de se battre désormais corps et âme auprès du Président du CDP, Eddie Komboïgo pour le retour du CDP au pouvoir.

Zéphirin Diabré: « Nous ne sommes pas hypocrites comme le MPP »

Ce mardi 3 juillet 2018, le chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, était face à la presse pour réagir à l'interview accordée par le président du Faso à des télévisions et dans laquelle il a dressé son bilan à mi-mandat. Dans cette rencontre exclusive, le tour de l'actualité nationale a été fait, sans éluder les questions cruciales

telles que la crise au sein de son parti, la gouvernance du MPP, les délestages, le fonds commun, etc.

Une situation politique et sécuritaire dégradée, une situation économique caractérisée par la morosité, une situation administrative prise en otage par l'incivisme et la corruption, une situation sociale gagnée par la grogne, selon l'opposition politique, voilà ce qui caractérise le Burkina Faso, sous le règne du MPP.

A propos de la gouvernance politique, le chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, a déclaré que diriger un pays, c'est prendre des décisions, quand il le faut et que malheureusement, nous avons un gouvernement poltron, qui refuse de s'assumer. Il a ajouté que cet avis est de plus en plus transcendant au sein même du MPP, «le Pr Etienne Traoré a dit vertement que le président-candidat tourne en rond». Lors de son interview, Roch Kaboré a dit que celui qui pense que l'Etat n'a pas d'autorité, il n'a qu'à essayer et il va voir. L'opposition a tenu à lui rappeler que l'autorité de l'Etat, ce n'est pas l'autoritarisme. «Quand on vole allègrement les deniers publics, c'est que l'Etat n'a plus d'autorité. Quand un chef d'Etat à qui on a révélé que ses collaborateurs ont monnayé des rendez-vous avec lui et qu'il se contente de dire qu'il les a grondés, c'est que l'Etat n'a plus d'autorité. Quand l'impunité protège les puissants et fait croupir en prison les voleurs de poussin, c'est que l'Etat lui-même favorise l'incivisme», a rappelé Zéphirin Diabré.

Le CFOP a laissé entendre que savoir diriger, c'est savoir s'entourer. A la faveur de la prise du pouvoir, des pseudo-conseillers et des partisans de piètre qualité ont investi les allées de Kosyam, au détriment des cadres compétents et sérieux qui ont fait le succès du MPP. C'est ainsi que l'incompétence est devenue en deux ans, la vertu la plus récompensée au Burkina.

«Les états généraux de la justice et le pacte pour le

renouveau de la justice qui en est issu, ouvraient de bonnes perspectives d'un redressement véritable du système judiciaire burkinabè», a rappelé le conférencier. Or, il a constaté que le sentiment général des Burkinabè est qu'il existe une instrumentalisation à peine déguisée de la justice par le pouvoir actuel. Selon eux, le déroulement de l'instruction et du procès du coup d'Etat de septembre 2015, a révélé que nos dirigeants se livrent à un véritable tripatouillage juridique dans lequel la justice est devenue un instrument soit de chantage, soit de règlement de comptes. Par ailleurs, notre pays excelle maintenant dans les détentions arbitraires à caractère ouvertement public dont la plus emblématique, c'est sans doute la mise en résidence surveillée du général Djibrill Bassolé, détenu malgré l'avis du comité d'expert de l'ONU et malgré le recours infructueux du ministre de la justice contre cet avis. *«Djibrill Bassolé se voit refuser le droit aux soins, tout simplement parce qu'il est un candidat potentiellement dangereux à l'élection présidentielle de 2020».* A celle-là, Zéphirin Diabré a ajouté la détention récente du blogueur Naïm Touré, qui paye sans doute, la nouvelle résolution du «celui qui essaye, il va voir».

Au plan sécuritaire, le Burkina subit, depuis l'arrivée au pouvoir du MPP, une série d'attaques terroristes qui ont coûté de nombreuses vies humaines et ralenti la reprise économique. Au-delà des deux attaques, les plus marquantes (Cappuccino et Istanbul) faisant 52 morts et l'attaque de l'état-major général de l'armée qui a fait 8 morts, il faut ajouter que la partie Nord du pays vit sous menace terroriste persistante, mettant à nu l'incapacité des pouvoirs publics à assurer la protection des populations de cette partie du territoire et ce, parce notre pays est l'un des deux ventres mous de la lutte dans le Sahel. L'opposition a indiqué que nous devons le fait d'être tombés si bas à 5 défaillances :

l'absence de vision, car la problématique de la sécurité est une question trop sérieuse pour être discutée avec pertinence,

lors d'une foire. Il y a urgence à élaborer une stratégie nationale de sécurité ;

le manque de compétence ; le ministère de la sécurité et celui de la défense doivent être gérés par des compétences avérées ;

l'information, parce que l'ANR dont la principale mission est de produire des renseignements sur les menaces éventuelles se met en place timidement ;

les moyens, puisque sur le terrain, le déficit est toujours là, les équipements font défaut et la motivation ne suit pas ;

la mise en œuvre d'une approche régionale pertinente qui a du mal à être opérationnelle.

A propos de la réconciliation nationale, l'opposition a affirmé que ceux qui nous gouvernent n'en prennent pas le chemin. Le CFOP a signalé qu'il y a chez eux, une sorte de haine avec leurs anciens camarades, alors que si on n'oublie pas ce qui s'est passé, on ne peut pas gouverner. *«Quand on gouverne un pays avec tous les défis qu'on a et qu'on n'est pas unis, c'est compliqué d'aller de l'avant»*, foi du CFOP. Il a rappelé que lorsqu'il est allé au congrès du CDP, le MPP en a parlé *«Autrefois, on a été opposé sur la question de l'article 37, mais aujourd'hui, cette question n'existe plus»*. Pour lui, le CDP est un parti légal, si le pouvoir estime que c'est un parti clandestin, il n'a qu'à prendre un décret pour le dissoudre. Il poursuit que pour le MPP, leurs anciens camarades sont la peste mais en plus, c'est hypocrite puisqu'il y a des gens qui sont ministres aujourd'hui et qui, hier, avaient soutenu la modification de l'article 37, donc s'il y a culpabilité, ils le sont aussi.

Des dires de Zéphirin Diabré, de 2016 à nos jours, il n'y a pas ce secteur administratif qui n'a pas connu de remous, même le secteur de la sécurité publique et des collectivités territoriales n'ont pas été épargnées. La seule année 2017 a enregistré un record jamais égalé de grèves et sit-in : 233

jours, non travaillés, tous syndicats confondus. *«La solution aux grèves ne se trouve nullement dans la création de syndicats fantoches, comme il nous a été donné de voir dans la crise du MINEFID»*, a-t-il déclaré. Aussi, il a souligné que la question de la rémunération des salaires se discute entre Etat /employeur et fonctionnaires/employés *«Le fait de convoquer une conférence de presse illégitime pour en discuter relève d'une fuite de responsabilité personnelle du président-candidat et de son gouvernement. Heureusement que lors de son interview, le président est revenu à de meilleurs sentiments»*.

En outre, dans la partie Nord du pays, les autorités actuelles ont lancé officiellement le 4 août 2017 à Tongomaël (Soum), le Programme d'urgence pour le Sahel burkinabè d'un coût de 455 milliards de FCFA pour une durée de 3 ans. En fin 2017, sur 199 marchés publics prévus, d'un coût de 77,8 milliards de FCFA, 17% sont entièrement exécutés, 51% sont en cours d'exécution et 32% n'ont pas connu de démarrage.

L'ensemble des investissements réalisés entre 2010 et 2015 dans le domaine des routes a permis de faire passer le linéaire de routes bitumées de 3 000km à 4 500km, soit un accroissement de 63% contrairement aux récentes déclarations du ministre des infrastructures, alors même que la majeure partie de son programme de construction des routes est constitué de legs de l'ancien régime.

Le CFOP a rappelé que récemment, nous avons été invités à Kosyam pour échanger sur cette question qui avait été couplée à celle de la nouvelle constitution. *«Pour nous, il est temps que ce vote ait lieu, mais nous avons l'impression que le pouvoir en place met des conditions qui sont telles que ce vote au mieux sera minimisé, au pire n'aura pas lieu»*, a soutenu M. Diabré. Dans l'actuel code, il est écrit que pour les Burkinabè de l'étranger, il y avait trois documents possibles pour le vote : la CNIB, le passeport et la carte consulaire. Ce sont des documents sûrs et fabriqués par l'Etat burkinabè. La carte consulaire étant la plus crédible, foi des

experts, nous avons proposé qu'elle soit utilisée pour le vote et c'est là le point de divergence avec le chef de l'Etat et son gouvernement qui affirment ne pas avoir confiance à cette carte et demande que ce soit la CNIB. Il a précisé que sur la carte consulaire, il est écrit «*la carte consulaire telle que délivrée, tient lieu de carte nationale d'identité burkinabè*». «*Le fond de la question est que le MPP craint le vote des Burkinabè, surtout ceux de Côte d'Ivoire, vu la présence de certains Burkinabè là-bas*», a compris l'opposition. Un autre problème, ce sont les lieux de votation. Selon le conférencier, les autorités ont désigné les ambassades et les consulats, nous avons souhaité que les écoles soient utilisées, mais ils ont refusé. Pourtant, c'est dans les écoles que la diaspora malienne vote au Burkina et en Cote d'Ivoire.

Selon le CFOP, au lieu de procéder à un véritable diagnostic de la situation nationale, Roch Marc Christian Kaboré s'est empressé d'annoncer sa candidature à la prochaine élection, afin d'éviter l'émergence d'un candidat de rechange au sein de son camp. Par conséquent, il a indiqué que le Burkina n'est plus dirigé par un président, au-dessus de la mêlée, mais par un président-candidat et «*désormais, nous allons le traiter comme tel*».

MPP/PASSORE : Des démissionnaires rejoignent le CDP

Le 7 juin 2018, à la maison des jeunes de Yako, s'est tenue une rencontre d'information par des ex-militants du Mouvement

du Peuple pour le Progrès (MPP), récemment devenu militants du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP). Selon ces démissionnaires, le MPP les a trahis en ne parvenant pas à réaliser ses promesses de campagne. Pour eux, les idées du nouveau président du CDP, Eddie Komboïgo étant noble et réelles, ils déposent désormais leurs valises dans la famille de l'ancien parti au pouvoir.

Ils étaient des milliers de militants à prendre d'assaut la maison des jeunes de Yako, le jeudi 7 juin dernier, pour témoigner leur soutien multiforme aux 4 démissionnaires du parti au pouvoir le MPP pour le CDP. Au nombre de 4 personnes dont une femme, ils se sont mis devant leurs désormais camarades pour conjuguer le MPP au passé. Dans leurs déclarations, ils disent avoir été trahis par les paroles politiciennes des premiers responsables du MPP qui sont arrivés à tromper la vigilance du peuple burkinabè en général, et de sa jeunesse en particulier. C'est le porte-parole des démissionnaires, Saga Kiendrébégo, prenant la parole, qui a souhaité la bienvenue aux militantes et militants du CDP fortement mobilisés, avant de livrer sa déclaration de démission. Dans celle-ci, M. Kiendrébégo a fait savoir au public que quand le MPP naissait en 2014, l'une de ses célèbres phrases surtout à l'endroit de la jeunesse était : « une fois au pouvoir, en trois mois nous allons résoudre le problème du chômage », dit-il. Et d'ajouter que près de trois ans après leur arrivée au pouvoir avec notre complicité, rien n'est fait et, aucun espoir en la matière ne se fait sentir, et pire, cette année le MPP se permet de réduire considérablement le nombre de postes à pourvoir dans le cadre du recrutement des agents de la Fonction publique. S'en est suivi la déclaration du président de l'Association Consciente pour le développement du Passoré, Silvain Ouédraogo qui a fait comprendre aux participants que les promesses du MPP ont été nombreuses mais non tenues. Quant à la représentante des femmes du CDP au Passoré, Adélaïde Nanéma, elle a témoigné, du soutien indéfectible de la partie féminine

au président Eddie Komboïgo au Passoré. Selon elle, « Eddie Komboïgo est l'espoir de la jeune fille au Passoré », a-t-elle indiqué. Le dernier intervenant, Léonard Comboïgo lui, fait savoir que les jeunes de la province du Passoré ayant contribué à l'accession du MPP au pouvoir, se sentent trahis par ledit parti, et que c'est de façon sage qu'ils ont décidé de démissionner du MPP pour compter du 7 juin dernier. Le SG provincial du CDP a reçu des mains des démissionnaires, les doléances de la jeunesse du Passoré, pour les transmettre au président Eddie Komboïgo. Souleymane Yelkouni, a félicité le choix de la jeunesse et leur a souhaité la bienvenue au parti. A cet effet, répondant aux questions des journalistes, Franck Sidnoma Sankara, militant du parti a précisé qu'il n'était pas là pour une campagne de dénigrement. Il a profité de l'occasion pour interpeller tous ceux qui désiraient déposer leurs valises au CDP, de le faire sans aucun gêne.

Le MPP dénonce des « déclarations tendancieuses, calomnieuses et mensongères » de l'opposition

Ce 3 juillet 2017, l'assemblée nationale examinera *un projet de loi qui fait actuellement débat*. Il s'agit de celui portant allègement des conditions d'exécution du programme de projets Partenariat Public Privé.

Si l'opposition Burkinabé dénonce un pillage légalisé des ressources du Burkina et de la corruption le MPP, parti au pouvoir à donner de la voie au cour du week end et dénonce

des « déclarations tendancieuses, calomnieuses et mensongères ».

Ce projet de loi, selon le MPP, vise à apporter une réponse urgente face à trois constats :

- la lourdeur des procédures de passation des marchés au Burkina Faso, singulièrement celles des Partenariats public privé (PPP),
- le faible taux de contractualisation des PPP
- l'urgence des besoins en matière d'investissements

Il s'agit donc d'aller vite et bien. « Ceux-là-même disaient il y a quelques mois, qu'on ne fait rien, que rien ne bouge(...)Maintenant qu'on veut bouger vite et bien, il se trouve des gens pour dire que les procédures que nous empruntons ne sont pas bonnes et que nous voulons organiser une économie mafieuse », a regretté Salifou Diallo pour qui, le Partenariat public privé est l'une des options probantes de mobilisation des moyens nécessaires pour la réalisation des grands projets structurants.

Pour le moment donc, ce sont 38 projets qui ont été sélectionnés dans le cadre de ce PPP. Et il n'est pas exclu que cette liste soit rallongée entre temps si le gouvernement exprime le besoin. Ces projets touchent plusieurs domaines sur l'ensemble du territoire national et couteront environ 1780 milliards de F CFA.

Entre autre, des centres hospitaliers (1000 lits au total à Ouagadougou), des CSPS, des collèges dans les 45 provinces, 13 lycées scientifiques dans les 13 régions, des cités et restaurants universitaires, 2000 forages, l'autoroute Ouaga-Bobo, bitumage des voies, une unité de montage de tracteurs agricoles, construction de backbone en fibre optique, construction d'un pipeline entre le Ghana et le Burkina pour le transport du carburant et du gaz...

L'Alliance des partis de la majorité présidentielle a par

ailleurs rassuré que le projet de loi a prévu un dispositif de contrôle associant tous les corps d'Etat investis à cet effet dans un système de contrôle à priori et à postériori.

Le MPP demande l'encadrement des Kogleweogo pour en faire des auxiliaires de sécurité

«La première session du Bureau Politique National (BPN) issu du 2^e Congrès Ordinaire du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) s'est tenue le Samedi 24 Juin 2017 à partir de 9h dans l'enceinte du Palais de Sports de Ouaga 2000. La rencontre était présidée par le Premier responsable du Parti le Docteur Salifou Diallo, Président du Bureau Politique National. Il avait à ses côtés quelques membres du Bureau exécutif national (BEN). La session a connu une très forte participation des membres du BPN. L'ordre du jour comportait les points suivants :

- Prise de contact et informations ;*
- Analyse de la situation nationale ;*
- Divers*

A l'entame de la réunion, le Président du MPP a salué et félicité tous les membres élus du Bureau politique national (BPN) et appelé les uns et les autres à œuvrer davantage pour la cohésion du parti.

Concernant la situation nationale, un rapport a été présenté aux membres du BPN. Ce rapport aborde les aspects de la vie sociopolitique dans le contexte actuel de notre pays. En informations, le rapport indique que le gouvernement a décidé

d'injecter plus de 400 milliards de francs CFA dans la partie nord de notre pays en proie aux attaques répétées des groupes terroristes. Au titre des informations toujours, le BPN a pris acte de la décision du gouvernement d'entreprendre d'importants projets de développement au profit de la région Nord de notre pays avec des procédures accélérées de mise en exécution.

Dans le cadre des initiatives gouvernementales toujours, le BPN a été informé de la mise en place d'un fonds d'environ 16 milliards de francs CFA au profit des jeunes et des femmes. Des appuis sous forme de prêts sur ce fonds, étalés sur trois ans, seront octroyés à des porteurs de projets innovants, générateurs de revenus et d'emplois, toute chose qui contribuera à lutter efficacement contre chômage et la précarité de cette frange de la population. Une partie de ces crédits serviront à mettre en place un fonds de garantie.

Le BPN apprécie les efforts du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté dans toutes les parties du Burkina. Il salue notamment le programme spécial Sahel pour faire reculer la pauvreté et l'obscurantisme.

Sur le point relatif à la situation nationale, le Président du BPN est revenu sur les résultats des élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017 où le parti s'est vu conforté dans sa position de leader sur l'échiquier politique national. Le MPP et ses alliés remportent au total 18 mairies sur les 19 qui étaient concernées par ce scrutin.

Les membres du BPN ont salué ces résultats et félicité l'ensemble des électeurs qui ont fait preuve de maturité politique et de civisme permettant le bon déroulement du vote dans les localités concernées. La discipline, la tolérance et le respect du choix issu des urnes devront être désormais les maîtres mots afin de permettre aux différents exécutifs municipaux et au conseil régional du Sahel de se consacrer aux problématiques centrales en matière de développement et de

bien-être des populations. Cependant le BPN a déploré l'indiscipline qui a caractérisé la mise en place de certains exécutifs même s'il faut saluer le respect des consignes du parti dans la plupart des cas. Le BPN a recommandé que des mesures fortes et des sanctions soient prises contre les auteurs des cas d'indiscipline.

Abordant les discussions sur le volet sécuritaire de notre pays, le Bureau Politique National de notre parti, a félicité le gouvernement pour les récentes initiatives prises dans le but de renforcer les capacités de nos Forces de défense et de sécurité et partant la sécurité de notre pays et plus particulièrement celle du septentrion national.

Toujours sur les questions sécuritaires, des échanges sur les Koglwéogos ont fait ressortir la nécessité de leur encadrement afin d'en faire des auxiliaires efficaces en matière de sécurité.

Concernant l'administration publique, le MPP regrette et condamne la récurrence des grèves sauvages répétitives qui constituent un véritable frein à la relance économique du pays. Le parti invite tous les acteurs à faire preuve de retenue en privilégiant la voie du dialogue et de l'intérêt collectif.

Le BPN invite le gouvernement à faire assainir le cadre légal des grèves et d'appliquer avec fermeté les règles qui régissent le droit de grève. Il invite par conséquent les militants du MPP à se démarquer des grèves illégales qui portent préjudice à l'économie burkinabè.

*Des échanges en divers ont clôturé la première session de l'année du BPN du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP).
Démocratie – Egalite – Progrès ! »*

Le secrétariat à l'Information et à la Communication

